

Le vote des catholiques

Nicolas DE DECKER et Giulia SANDRI

1. Introduction

Au cours de l'histoire, l'orientation philosophique a exercé une forte influence sur les comportements électoraux dans les démocraties occidentales en général et dans les pays catholiques en particulier. Les analyses de la base sociale des partis politiques réalisées par Rose et Urwin¹ ou par Janda² font ainsi de l'appartenance religieuse le facteur discriminant principal de la sociologie des électeurs : « L'idée d'un lien entre identité catholique et expression politique est donc aussi une idée commune depuis très longtemps »³.

En Belgique, les partis politiques naissent sur fond de lutte entre les partisans d'un Etat laïc (libéraux) et les défenseurs de l'influence et des intérêts temporels de l'Eglise (catholiques). Cette lutte s'illustre à travers la question scolaire et divise l'électorat en deux camps. La démocratisation progressive du système politique belge et l'arrivée concomitante d'un parti socialiste ne modifient guère cette configuration. Les catholiques parviennent, surtout en Flandre, à capter la majeure partie de l'électorat des classes populaires, grâce à un réseau efficace d'organisations ouvrières et agricoles. Les socialistes limitent leur recrutement aux régions sécularisées et affichent un anticléricalisme plus virulent encore que celui des libéraux. Le système partisan belge reste ainsi longtemps déterminé par le clivage Eglise-Etat, dont le

¹ R. ROSE et D. URWIN, « Social Cohesion, Parties and Strains in Regimes », in M. DOGAN et R. ROSE, *European Parties. A Reader*, Boston, Little, Brown and Company, 1971, p. 220.

² K. JANDA, *Political Parties : A Cross-national Survey*, New York, Free Press, 1980.

³ P. BRÉCHON, *Comportement et attitudes politiques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006, p. 126.

versant laïc est divisé entre libéraux bourgeois et socialistes ouvriers, tandis que son versant catholique garde une remarquable unité.

Ce déterminisme de la religion comme variable électorale lourde marque toutefois, en Belgique comme dans les autres pays catholiques, une certaine tendance à l'essoufflement que l'on peut attribuer à deux phénomènes interdépendants. D'une part, les sociétés occidentales dans leur ensemble, notamment catholiques, connaissent depuis plusieurs décennies une baisse tendancielle des pratiques religieuses (messe dominicale, baptêmes, mariages, etc.). D'autre part, l'Eglise catholique a peu à peu renoncé à imposer ses préférences électorales à ses fidèles ⁴.

Les partis politiques belges tentent de s'adapter à ces évolutions. Du côté clérical, le Bloc catholique a affiché une distance symbolique avec l'Eglise en se transformant en parti social chrétien en 1945, se proclamant ainsi ouvert aux autres confessions chrétiennes. Près d'un demi-siècle plus tard, en 2002, le psc francophone abandonne toute référence explicitement religieuse en devenant le Centre démocrate humaniste (CDH). Du côté anticlérical, le règlement définitif de la question scolaire en 1958 avec la conclusion du pacte scolaire conduit le parti libéral à abandonner sa posture laïcarde en 1961, en proclamant son ouverture aux chrétiens et en se focalisant désormais sur les enjeux socio-économiques. L'anticléricalisme restera plus longtemps un attribut des socialistes, mais il s'atténue dès la fin des années soixante-dix du côté néerlandophone ⁵ et plus récemment chez les francophones, comme en témoigne le rapprochement du parti socialiste avec le Mouvement ouvrier chrétien ⁶.

Affirmer que l'appartenance religieuse n'influence plus les comportements électoraux serait cependant excessif. Tout d'abord parce qu'un facteur sociologique si prégnant, qui a déterminé les évolutions politiques d'un Etat pendant un siècle et demi, ne peut disparaître en un jour. Ensuite parce que, même si la religion catholique a perdu ses aspects contraignants d'antan, l'intériorisation, par beaucoup d'électeurs catholiques, de représentations liées à la doctrine de l'Eglise peut déterminer leurs attitudes et comportements ⁷.

Dans ce chapitre, nous tenterons de mesurer l'influence de l'appartenance ou non à la religion catholique sur les choix électoraux et politiques et de déterminer les convergences éventuelles entre le comportement dans l'isoloir, la confession religieuse et les valeurs affichées. Nous pourrions ainsi vérifier si les élargissements philosophiques proclamés par les partis traditionnels ont réussi sociologiquement. Nous identifierons dans un premier temps les orientations philosophiques de l'électorat francophone avant de nous intéresser au rapport entre orientation philosophique et vote. Nous terminerons en brossant un profil socio-démographique et politique des électeurs en fonction de leur orientation philosophique.

⁴ J. THOMASSEN, *The European Voter. A Comparative Study of Modern Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 10.

⁵ P. DELWIT, *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique*, Bruxelles, Labor, 2003, p. 68-69.

⁶ En juin 2007, l'ancien président du MOC François Martou (1985-2006) s'est présenté sur la liste du parti socialiste au Sénat.

⁷ G. MICHELAT et M. SIMON, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 95.

2. L'électorat catholique dans l'enquête « sortie des urnes »

Lors de l'enquête « sortie des urnes » menée par le Centre d'étude de la vie politique de l'ULB, les répondants avaient l'opportunité de se positionner sur la question de la croyance, de la religion et de la pratique religieuse.

Notre échantillon se partage de façon assez équitable entre croyants et non-croyants⁸ et – on pouvait s'y attendre (tableau 1) en raison de la longue histoire qui unit nos régions au catholicisme –, les électeurs catholiques forment la grande majorité des répondants croyants en Communauté française (40,2%, contre 14,3% d'adeptes d'autres religions).

Tableau 1. Répartition des électeurs selon la croyance en Communauté française, en Wallonie et à Bruxelles (en %)

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/agnostique</i>
Wallonie	44,3	10,2	45,5
Bruxelles	35,6	19,0	45,5
Communauté française	40,2	14,3	45,5

Des nuances régionales assez fortes apparaissent. Si la proportion d'agnostiques et de non-croyants est stable, la répartition entre croyants varie d'une région à l'autre en Communauté française. A Bruxelles, la proportion de croyants se déclarant adepte d'une autre religion que la religion catholique est plus importante qu'en Wallonie (19,0%, contre 10,2%), en raison surtout de la plus forte présence d'électeurs de confession musulmane à Bruxelles⁹.

3. Les catholiques et le vote

L'importance numérique du sous-groupe des catholiques en fait un sujet des plus intéressants à étudier dans une enquête de sociologie électorale. Deux techniques permettent d'analyser les préférences politiques et partisans de l'électorat de confession catholique de notre échantillon. La première consiste à examiner la pénétration des cinq principaux partis francophones dans ce sous-groupe philosophique et les changements éventuels survenus entre le scrutin régional de 2004 et le scrutin fédéral de 2007. La seconde technique présente la structure philosophique de l'électorat des différents partis francophones.

Le choix opéré le 10 juin 2007 en Communauté française par les électeurs du sous-groupe catholique manifeste des différences notables avec le vote de la population globale (tableau 2). La majorité des suffrages catholiques se portent sur les partis de droite et du centre : MR et CDH en recueillent ensemble plus de la moitié (51,9%), contre 32,9% pour les deux principaux partis francophones de gauche. La principale distorsion entre le vote des catholiques et celui de l'ensemble du corps électoral francophone concerne le parti socialiste. Le faible enthousiasme de l'électorat catholique à l'égard du PS est patent : seuls 17,9% des catholiques ont voté PS aux

⁸ 1 530 répondants se déclarent croyants (catholique, protestant, musulman, israélite, orthodoxe, bouddhiste, autre confession), contre 1 277 non croyants.

⁹ Voir le chapitre II, *infra*.

dernières élections législatives, ce qui est nettement moins que les non-croyants ou les adeptes d'autres religions.

À l'inverse, le CDH attire proportionnellement plus de suffrages catholiques (20,3%) que son résultat électoral global, tandis qu'à peine 7,6% des non-croyants et 11,8% des adeptes d'autres religions votent pour l'héritier du parti social chrétien. Mais le parti qui bénéficie le plus, en termes relatifs et absolus, des faveurs de l'électorat chrétien est le Mouvement réformateur. Certes, la part de suffrages catholiques (31,6%) – tout comme celle des non-croyants (28,2%) – qu'il obtient n'est pas significativement plus élevée que le pourcentage recueilli aux élections du 10 juin, mais qu'une nette majorité relative des électeurs catholiques aient voté pour lui démontre qu'il n'est plus du tout perçu comme le parti anticlérical d'antan. Avec 15%, Ecolo, le plus jeune des quatre grands partis francophones, qui a toujours brandi la bannière du pluralisme philosophique, talonne le parti socialiste dans la hiérarchie des préférences des catholiques.

En termes absolus donc, cette hiérarchie sortie des urnes consacre la prédominance du Mouvement réformateur, qui a plus de dix points d'avance sur le deuxième parti favori des catholiques, le CDH, suivi de près par les socialistes et les écologistes. Mais en termes relatifs, la disproportion la plus forte concerne les deux partis qui ont le plus de mal à se débarrasser de leur ancrage historique sur la question philosophique, ce qui se traduit plus par un double rejet que par une double adhésion : ce n'est pas parce que les catholiques votent en masse pour le CDH, et que les non-croyants font de même en faveur du PS, que cette disproportion est manifeste, mais bien parce que les catholiques votent peu pour le PS et que les non-croyants (et les « autres religions ») votent très peu pour le CDH.

À cet égard, le scrutin de juin 2007 a légèrement modifié la hiérarchie des élections régionales de 2004 (tableau 3). En effet, à l'époque, si le MR était déjà le parti favori des catholiques francophones (27,9%), le PS recueillait proportionnellement plus de suffrages catholiques que le CDH et, de manière moins surprenante, qu'Ecolo (21,1% contre respectivement 17,6% et 11,9%). Le retour en grâce relatif mais réel du CDH chez les électeurs chrétiens peut s'expliquer en partie par la défaite socialiste en 2007, qui se matérialise par une baisse assez homogène dans l'ensemble des sous-groupes confessionnels et par la progression très légère des démocrates humanistes, qui se manifeste aussi chez les électeurs non catholiques (plus 2,7 points chez les catholiques et chrétiens ; plus 7,5 points chez les autres croyants ; plus 2,1 points chez les non-croyants). Cela dit, ce regain du CDH chez les catholiques peut aussi être relié à la quasi-disparition du parti sécessionniste des Chrétiens démocrates francophones (CDF), petit parti nostalgique de la référence chrétienne qui a pu capter une frange réduite de l'électorat catholique aux dépens du CDH en 2004. Les deux vainqueurs incontestables du scrutin – le MR (respectivement plus 3,7, plus 4,8 et plus 3,9 points) et Ecolo (plus 3,1, plus 4,3 et plus 4,6 points) – progressent eux tout à fait équitablement dans tous les sous-groupes philosophiques, ce qui confirme la moindre dimension confessionnelle de ces choix électoraux.

Tableau 3. La pénétration des partis dans l'électorat catholique en 2004 en Communauté française (en %)

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/ agnostique</i>
PS	21,1	39,6	26,7
MR	27,9	14,4	24,3
CDH	17,6	5,8	5,5
Ecolo	11,9	12,4	17,8
FN	2,1	2,5	2,5
Autre parti	4,4	3,0	6,4
Blanc/je ne sais pas/ je n'ai pas voté	15,0	22,2	16,8
Total	100,0	100,0	100,0

Une analyse plus approfondie des transferts de voix des électeurs catholiques corrobore la thèse de la dimension philosophique inverse du vote pour le parti socialiste et pour le Centre démocrate humaniste (tableau 4). En effet, les électeurs catholiques qui ont, entre 2004 et 2007, délaissé le PS pour un autre parti, l'ont fait dans des mêmes proportions en faveur du MR que du CDH (8,9%). Ces transferts sont proportionnellement plus significatifs dans le second que dans le premier cas, dès lors que le MR est un des vainqueurs du scrutin de juin 2007 alors que le CDH n'a augmenté son résultat que fort marginalement. A l'inverse, le parti socialiste est le parti qui recueille le moins les faveurs des anciens électeurs catholiques du CDH, ce qui peut s'expliquer en partie par la pesanteur de l'anticléricisme sociologique et identitaire du PS. Par ailleurs, à l'exception notable des anciens électeurs catholiques du PS, le MR est, ici encore, le parti que préfèrent les électeurs mobiles catholiques de toutes les autres formations.

Tableau 4. Transferts de voix des électeurs catholiques 2004-2007 (en %)

		<i>Scrutin de 2007</i>				
		PS	MR	CDH	Ecolo	Autres
<i>Scrutin de 2004</i>	PS	66,8	8,9	8,9	7,5	4,7
	MR	2,4	87,0	4,8	3,1	2,1
	CDH	1,6	8,7	81,4	6,0	1,6
	Ecolo	6,0	6,0	5,1	77,8	3,4
	Autres	7,2	15,2	6,4	7,2	64,0

Il est possible d'inverser la perspective et d'analyser dans quelle mesure les partis francophones sont sociologiquement marqués au point de vue confessionnel. Nous l'avons vu, les trois partis historiques, fondés sur un rejet ou une adhésion claires du catholicisme, ont cherché à élargir peu à peu leur recrutement, en abandonnant leur posture pro- ou anticléricale. De leur côté, les écologistes ont, depuis leur création, toujours affiché leur pluralisme philosophique. Mais ces opérations de recentrage

philosophique ne se sont pas toutes concrétisées avec le même succès au niveau de la base électorale des quatre grands partis (tableau 5).

Tableau 5. Structure philosophique de l'électorat des partis francophones en 2007 (en %)

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/agnostique</i>
PS	32,2	22,7	45,2
MR	45,4	8,9	45,8
CDH	59,1	15,9	25,0
Ecolo	32,6	12,3	55,2
FN	40,3	11,1	48,6
Autre parti	27,0	11,7	61,3
Blanc/je ne sais pas	43,5	14,7	41,8
Total	1 116	395	1 264

De fait, c'est le MR – le parti qui a le plus modifié sa doctrine, son positionnement et sa structure pour pouvoir accueillir ses anciens adversaires philosophiques –, qui représente aujourd'hui le plus fidèlement la répartition confessionnelle de l'ensemble de la population. Il y a certes une légère surreprésentation des électeurs catholiques en son sein (45,4% contre 40,2% dans l'ensemble de notre échantillon), mais la proportion de non-croyants est presque identique (45,8 contre 45,5%) et celle des autres religions n'est pas significativement différente (4,9 contre 6,7%). En revanche – et c'est peu surprenant eu égard aux considérations développées ci-dessus sur les catholiques et le vote –, les électors du PS et du CDH présentent de notables distorsions avec l'ensemble la population sondée. Le parti socialiste ne compte en effet que 32,2% d'électeurs catholiques, soit un déficit de huit points par rapport à leur proportion générale. L'électorat socialiste ne présente cependant pas de disproportion par rapport aux non-croyants (45,2% contre 45,5%) et aux autres religions (8,2% contre 6,7%). De son côté, le CDH reste encore fort marqué par son histoire : la majorité absolue de ses électeurs se déclare catholique (59,1%, soit une disproportion de 18,9 points) contre à peine 25% de non-croyants. L'héritage du vieux parti catholique reste donc prégnant et les tentatives de déconfessionnalisation opérées par le parti ont, sur une longue période, plus contribué à la fuite d'électeurs catholiques surtout séduits par les sirènes libérales qu'à l'arrivée de non-croyants. Ecolo ne se manifeste pas non plus par une transversalité confessionnelle. Au contraire même, puisqu'il rassemble significativement peu d'électeurs catholiques (32,6%) et qu'il est le seul des quatre partis dont l'électorat est majoritairement constitué de non-croyants (55,2%). Deux facteurs ont contribué à cette situation : d'abord, structurellement, le fait que le vote catholique pour un parti de gauche reste, nous l'avons vu, minoritaire, et ensuite, conjoncturellement, parce que les transferts de voix des non-croyants qui avaient voté socialiste en 2004 se sont surtout portés sur Ecolo, ce qui a pu modifier l'équilibre des proportions.

Ces tendances sont encore plus manifestes lorsque l'on agrège les sous-groupes non catholiques : l'électorat de trois des quatre grands partis, et surtout de ceux de gauche, n'est majoritairement pas catholique (67,8% pour le PS, 67,4% pour Ecolo,

et 54,6% pour le MR), au contraire de celui du CDH (40,9%). Notons qu'outre le MR, l'autre parti qui présente l'hétérogénéité confessionnelle la plus équilibrée est le Front national, au dixième de pourcent près, puisque son électorat se compose de 40,3% de catholiques et de 59,7% de non catholiques, contre respectivement 40,2% et 59,8% pour l'ensemble des électeurs belges francophones, mais la faiblesse de ses effectifs ne permet pas d'en tirer des conclusions très significatives.

Une autre manière de vérifier l'importance du facteur religieux dans la définition du comportement électoral des catholiques en Belgique francophone est d'évaluer le poids de la pratique religieuse dans le choix du vote. Les enquêtes de sociologie électorale menées dans les pays catholiques convergent depuis toujours pour corréliser la fréquence de la participation aux offices religieux avec un choix politique conservateur¹⁰. Traditionnellement, on observe que les électeurs qui fréquentent l'Eglise avec le plus de régularité votent plus à droite que ceux qui y assistent peu. De manière encore plus nette, les enquêtes montrent que les pratiquants les plus réguliers sont ceux qui votent le plus systématiquement pour les partis confessionnels.

L'analyse de nos données confirme ce propos. Observons tout d'abord que les électeurs se déclarant catholiques vont peu à la messe en général. Ce constat va dans le sens de la thèse de la sécularisation. De fait, les sondés qui disent se rendre à l'Eglise au moins une fois par semaine¹¹ sont très minoritaires (14,1%), alors que ceux qui n'y vont jamais sont plus nombreux (26,5% de non-pratiquants) et que les pratiquants irréguliers sont très largement majoritaires dans l'échantillon (59,3% des sondés affirment aller à l'église une fois par mois ou plusieurs fois par an). Le public des pratiquants réguliers est par ailleurs plutôt âgé et plutôt féminin.

La confrontation du choix électoral du 10 juin avec le degré de pratique religieuse présente des aspects surprenants et d'autres qui le sont beaucoup moins. Constats étonnants : 18,4% des catholiques pratiquants réguliers ont voté pour le parti socialiste et cette proportion reste stable lorsque la pratique baisse (16,9% chez les pratiquants irréguliers et 19,9% chez les non-pratiquants) ; de plus, le MR est dépassé par les socialistes dans cette catégorie (17,7%). Mais le succès du CDH chez les pratiquants réguliers, qui ont voté pour ce parti dans 39,2% des cas, confirme sa dimension confessionnelle persistante. La surreprésentation du CDH s'atténue chez les pratiquants irréguliers (18,9%) et s'inverse même chez les non-pratiquants, avec 13,5%, soit un niveau inférieur à celui de son score électoral. La pratique religieuse ne paraît en revanche pas avoir une grande influence sur le vote écologiste, qui atteint à peu près les mêmes proportions chez tous les catholiques (respectivement 13,3%, 16,3% et 12,8% lorsque la pratique décroît).

¹⁰ C. DARGENT, « La religion, encore et toujours », in B. CAUTRÈS et N. MAYER, *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 164-165.

¹¹ Repris sous l'appellation de pratiquants réguliers.

Tableau 6. Pratique religieuse des catholiques et vote en 2007

	<i>Pratiquant régulier</i>	<i>Pratiquant irrégulier</i>	<i>Non-pratiquant</i>
PS	18,4	16,9	19,9
MR	17,7	34,7	32,1
CDH	39,2	18,9	13,5
Ecolo	13,3	16,3	12,8
FN	0,6	2,3	4,4
Autre parti	7,6	5,0	5,1
Blanc/je ne sais pas	3,2	5,9	12,2
Total	100,0	100,0	100,0

Somme toute, l'analyse du comportement électoral des catholiques selon leur assiduité à l'office religieux confirme notre propos : elle révèle que l'électorat chrétien pratiquant reste attaché à l'héritier du PSC et que la frange la moins pratiquante de la population catholique préfère le Mouvement réformateur.

4. Profil de l'électorat catholique/chrétien

A. Profil socio-démographique de l'électorat catholique/chrétien

Quelle est la pertinence politique de cette variable ? Interfère-t-elle avec d'autres variables potentiellement discriminantes dans le choix électoral du public catholique ?

La ventilation du sous-groupe catholique par genre montre une sur-représentation des femmes. En revanche, la répartition par niveau d'études n'est guère différente de celle observée pour les non-croyants et les agnostiques, mais diffère de celle observée parmi les adeptes d'autres religions. La distribution fait état d'un niveau élevé de diplôme parmi l'électorat se déclarant catholique (48,3% ont un diplôme supérieur).

Tableau 7. Répartition de l'électorat par religion et par niveau de diplôme (en %)

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/ agnostique</i>
Aucun/primaire	5,6	10,7	4,5
Secondaire inférieur	16,0	20,0	13,4
Secondaire supérieur	30,2	33,4	30,0
Supérieur non universitaire	24,9	17,5	25,8
Universitaire	23,4	18,5	26,3
Total	100,0	100,0	100,0

La répartition par catégorie d'âge et statut professionnel présente des biais potentiels plus importants : plus d'un quart des sondés se déclarant catholiques appartient à la catégorie des femmes (ou hommes) au foyer ou (pré-)pensionnés (28,4%), et 6,7% à peine sont étudiants. Ceci rejoint l'analyse par classe d'âge.

Tableau 8. Répartition de l'électorat par religion et par statut professionnel (en %)

	<i>Catholique/ chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/ agnostique</i>
Ouvrier	8,9	18,0	8,5
Employé	23,1	24,7	24,8
Fonctionnaire	11,0	6,0	13,3
Cadre	5,5	4,2	6,9
Profession libérale	4,5	3,7	5,0
Commerçant/indépendant	5,9	6,0	4,5
Chômeur, invalide, minimexé	6,0	14,0	8,0
Homme/femme au foyer, (pré)pensionné	28,4	11,2	17,1
Etudiant	6,7	12,2	12,0
Total	100,0	100,0	100,0

Les effectifs catholiques se signalent par l'âge relativement élevé de leurs membres : 68,8% des électeurs catholiques ont plus de 45 ans et 20,8%, plus de 65 ans, ce qui donne une moyenne d'âge nettement plus élevée que dans les autres sous-groupes philosophiques.

Tableau 9. Répartition de l'électorat par religion et par classe d'âge (en %)

	<i>Catholique/ chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/ agnostique</i>
Moins de 25 ans	10,7	19,7	17,3
25-34 ans	12,5	27,8	21,4
35-44 ans	18,0	21,5	19,9
45-54 ans	20,0	16,7	16,4
55-64 ans	18,0	9,9	13,5
65 ans et plus	20,8	4,4	11,5
Total	100,0	100,0	100,0

Cette surreprésentation des plus âgés (et des catégories professionnelles correspondant à ces classes d'âge) peut confirmer la thèse de la sécularisation qui, dans les sociétés occidentales, condamne les religions établies à un déclin irréversible¹².

Ces caractéristiques sociologiques de l'électorat catholique peuvent avoir leur importance dans le comportement électoral, dès lors qu'elles peuvent recouper certains des attributs de la base électorale des partis belges.

¹² Voir notamment M. HUGHEY, « Religion and Modernization : Sociologists and Historians Debate the Secularization Thesis. Book reviews », *Sociology of Religion*, 55/2, 1994.

B. Profil politique de l'électorat catholique/chrétien

Une autre façon de cerner l'électorat catholique est d'en analyser le positionnement politique. Quatre indicateurs permettent d'établir le profil politique de ces électeurs. Le premier mesure l'auto-positionnement des électeurs sur une échelle allant de la position la plus à gauche (0) à la position la plus à droite (10). Nous faisons ici référence à la position moyenne des électeurs sur cette échelle en fonction de leur appartenance à un sous-groupe philosophique (position centrale de 4,5).

Les trois autres indicateurs sont construits à partir du positionnement des électeurs sur certaines thématiques : socio-économique, immigration et sécurité, libéralisme culturel. Sur chaque thématique, les répondants ont dû se positionner sur des propositions. Ces positionnements ont guidé la construction d'indicateurs mesurant le positionnement politique des sondés sur trois axes (socio-économique, universalisme-ethnocentrisme et libéralisme culturel). Les échelles s'étendent des positions les plus à gauche/universalistes/libertaires (valeur 1) aux positions les plus à droite/ethnocentristes/conservatrices (valeur 5), la valeur 3 correspondant à une position centrale.

L'auto-positionnement politique des électeurs catholiques et chrétiens sur une échelle gauche-droite à dix valeurs montre que le comportement électoral objectif des catholiques correspond à leur inclination subjective (tableau 10). Cet électorat présente un penchant vers la droite, qui se manifeste dans sa prédilection pour le MR et le CDH, mais aussi dans son auto-positionnement politique. En effet, en termes agrégés, on compte 51,3% de catholiques qui se déclarent politiquement de droite contre 48,7% de gauche (auto-positionnement moyen de 4,65 sur une échelle allant de 0 à 9). Cette tendance se renforce si on la compare à l'auto-positionnement des sondés non catholiques. Ces derniers se situent en effet majoritairement à la gauche de l'échiquier politique : 62,7% s'affirment de gauche, contre 37,3% de droite (auto-positionnement moyen de 3,96 et 4,00). Notons néanmoins une forte proportion de sondés catholiques se situant au centre-gauche (24,5% des catholiques, contre 22,5% pour les autres sous-groupes). Cela peut correspondre à la vocation centriste traditionnelle de la démocratie chrétienne que ses électeurs catholiques auraient intériorisée¹³.

Tableau 10. Position sur l'échelle gauche-droite (0-9)

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Autre religion</i>	<i>Non-croyant/ agnostique</i>
Auto-positionnement moyen sur l'échelle gauche-droite	4,65	3,96	4,00
Position moyenne échelle socio-économique	2,63	2,24	2,47
Position moyenne échelle universalisme-ethnocentrisme	2,58	2,34	2,27
Position moyenne échelle libéralisme-conservatisme	3,70	3,66	2,94

¹³ P. BRÉCHON, *op. cit.*, p. 131.

Le deuxième indicateur, qui recouvre les attitudes des électeurs sur deux questions socio-économiques (le rôle des syndicats dans l'économie et la privatisation de la Poste), renforce l'image moins gauchisante de l'électorat catholique, mais de manière atténuée. En effet, si la posture la plus à gauche attire beaucoup moins les faveurs des catholiques que celles des autres répondants (22,8% contre 33,6%), l'écart, inversé ici encore, est insignifiant sur la valeur la plus à droite (7,9% contre 6,4%). Du reste, les catholiques sont proportionnellement plus nombreux sur les deuxième et troisième valeurs, celles que l'on peut grossièrement rattacher à une posture de gauche ou à une position centriste (position moyenne de 2,63). Ce succès des positions modérément de gauche sur le clivage socio-économique peut s'expliquer de trois manières. Tout d'abord, la démocratie chrétienne a toujours voulu concilier les intérêts des protagonistes de la lutte des classes. Compte tenu de la longue hégémonie des démocrates chrétiens dans l'électorat catholique belge, il n'est pas abusif de supposer qu'une part de ce dernier ait durablement assimilé ces aspects conciliateurs. Ensuite, nous l'avons vu, les inactifs sont significativement surreprésentés dans le sous-groupe catholique. Or les pensionnés et prépensionnés, les femmes (et hommes) au foyer et les chômeurs sont des groupes directement intéressés à la préservation de l'Etat providence. Enfin, le fait que l'enquête porte sur la seule Belgique francophone, sensiblement plus à gauche que la Flandre, a aussi pu jouer dès lors que cette situation déporte systématiquement à bâbord le centre de gravité de la vie politique francophone, ce qui peut avoir une influence sur le positionnement des catholiques comme des autres votants dans les matières socio-économiques.

En outre, sur une échelle universalisme-ethnocentrisme à cinq niveaux, qui regroupe les thématiques d'immigration et de criminalité, les sondés catholiques se positionnent majoritairement sur le pôle universaliste (55,4%). Néanmoins, la comparaison avec les effectifs des autres sous-groupes relativise ce constat. Le déséquilibre montre un penchant vers l'universalisme moins marqué dans ce sous-groupe philosophique que dans le reste de l'échantillon : la proportion de non-catholiques au premier des cinq échelons, le plus *universaliste*, est de 11,9% plus élevée que chez les catholiques, alors que la différence s'inverse pour les quatrième (4,8 points d'écart) et cinquième (2,5% de moins) valeurs, les plus *ethnocentristes*. Notons que la confrontation de cet indicateur avec la fréquence de la pratique religieuse ne montre aucune différence significative : en gros, quelle que soit leur assiduité à la messe, les catholiques partagent les mêmes positions sur cet enjeu.

Enfin, sur la dimension de libéralisme culturel, constituée à partir des réponses aux questions sur l'adoption par les couples homosexuels et sur la légalisation du cannabis, les catholiques se distinguent encore plus sensiblement des autres sous-groupes. Sur les valeurs extrêmes, l'écart entre catholiques et non catholiques s'élève à 11,9 points pour la première et à 13,8 points, mais en sens inverse, pour la cinquième. L'écart, qui ne faiblit pas si on le croise avec la fréquence de la pratique religieuse, correspond bien à la posture répressive de l'Eglise catholique sur ces questions éthiques, adversaire historique du libéralisme culturel, du droit à l'avortement et de la fécondation *in vitro*. Que les catholiques déclarés soient tendanciellement plus âgés que les autres électeurs renforce cette opposition, l'attitude face à ces questions étant également influencée par la variable générationnelle.

Les choix électoraux des catholiques, qui se portent majoritairement vers le MR et le CDH témoignent d'une certaine cohérence : sur la scène politique, ces deux partis défendent les valeurs les plus à droite sur les trois axes étudiés.

5. Conclusion

Vu sous le prisme de la thèse de la sécularisation, le vote des catholiques en Belgique révèle des traits parfois contradictoires. En effet, l'attachement des catholiques, par ailleurs de moins en moins nombreux, au parti qui historiquement se consacrait à la représentation et la défense des intérêts de l'Eglise tend à faiblir. L'électorat catholique affiche des choix politiques et partisans plus diversifiés. Mais il constitue toujours un sous-groupe spécifique pour lequel l'appartenance religieuse a une valeur discriminante, de manière croissante lorsque la pratique religieuse augmente.

Ce sous-groupe se caractérise en outre par une sur-représentation des femmes, des classes d'âge les plus âgées et des inactifs (hommes et femmes au foyer et pensionnés).

Alors que son ancrage socio-économique est de centre-gauche, les valeurs moins universalistes, mais surtout plus conservatrices au niveau culturel promues par cet électorat le conduisent à opter plus majoritairement pour la droite et le centre de l'échiquier politique francophone, et à délaisser les partis de gauche, et en particulier le parti socialiste, héritier un peu gêné d'une longue tradition anticléricale qui tarde à s'éteindre. En corollaire, les anciens adversaires philosophiques n'ont pas tous également réussi à s'ouvrir au camp adverse. La base sociale du Centre démocrate humaniste est encore aujourd'hui très clairement de confession catholique. A l'inverse, le parti socialiste reste un repoussoir patent. Ecolo draine assez peu d'électeurs catholiques, peu tentés par son libéralisme congénital sur les questions culturelles. En revanche, le Mouvement réformateur, héritier d'un libéralisme qui s'est ouvert aux catholiques dès les années soixante en modifiant sa doctrine, ses structures et son identité, offre une plus grande hétérogénéité au niveau confessionnel. Au final, si les injonctions de l'Eglise se sont faites plus discrètes, le partage de conceptions communes conduit les catholiques à des attitudes politiques comparables, et prévisibles en partie parce que cohérentes.

